

# Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1919.

## Projet de loi

interprétant l'article 2, 5° de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies.

### EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'arrêté-loi du 10 novembre 1918 prévoit la déclaration et la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant notamment aux sociétés « ayant une nationalité ennemie ou fonctionnant sous le couvert de la loi belge ou de la loi d'un pays allié ou neutre » (art. 2-5°).

Il est de toute évidence que ce texte vise un certain nombre de sociétés qui, d'après les notions généralement admises en droit commun, seraient considérées comme étant de nationalité belge. Et cela se conçoit très bien : l'idée de nationalité en matière de sociétés, et plus généralement en matière de personnes civiles, n'est pas précisément l'équivalent de la même idée appliquée aux personnes physiques. La nationalité d'une société n'est qu'une façon commode de désigner la loi qui la régit. Dans ces conditions, une société anonyme, par exemple, dont le principal établissement serait situé en Belgique — que l'acte en ait d'ailleurs été passé en Belgique ou à l'étranger (art. 172 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales) — mais dont les capitaux seraient en majorité allemands, une société dont l'activité aurait donc été de la sorte dirigée en vue de poursuivre des intérêts essentiellement allemands, devrait néanmoins être considérée comme une société belge.

Il tombe sous le sens que ce point de vue strictement juridique, suffisant quand il s'agit de déterminer la loi appelée à régir l'association — et l'on notera que l'intérêt national commandait ici d'accorder la préférence autant que possible au régime de la loi nationale — n'a pu être le point de vue auquel se sont placés les auteurs de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918. En matière de séquestre de biens ennemis, c'était moins à la fiction juridique qu'il fallait avoir égard qu'à la *réalité économique*. Ce que l'on a voulu surtout atteindre, ainsi qu'il ressort sans aucun doute possible du texte et de

l'esprit de la disposition, ce sont les sociétés ennemies, c'est-à-dire à prédominance d'intérêts ennemis, qui n'avaient de belge que le nom, comprennent-elles d'ailleurs dans l'ensemble de leur avoir une minorité plus ou moins considérable d'intérêts belges.

N'était-ce point en constituant des sociétés de ce genre, que, dans bien des cas, les Allemands élargissaient leur emprise sur notre domaine d'affaires, se préparant d'avance de fortes positions commerciales, industrielles ou financières destinées à servir de point d'appui à l'offensive économique générale qu'ils projetaient de longue date? Et qu'a-t-on bien pu viser dans l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, par l'expression de sociétés ayant une nationalité ennemie « fonctionnant sous le couvert de la loi belge », sinon précisément les sociétés dont nous venons de parler?

Vainement prétendrait-on que le texte ne s'applique qu'aux sociétés dont la totalité des intérêts serait des intérêts ennemis. En effet, si l'on n'avait pensé qu'à des cas aussi rares, et nous dirons même, pour les sociétés de capitaux, à des cas aussi imaginaires, il eût été plus simple au point de vue pratique de ne point s'en préoccuper. En fait, le texte que nous discutons serait alors inopérant, et les auteurs de l'arrêté-loi auraient parlé pour ne rien dire. Mais au point de vue purement juridique, l'objection ne tiendrait pas un instant : si l'on s'attache au sens ordinaire du mot nationalité en matière de sociétés, une société formée exclusivement par des Allemands et ne comprenant que des capitaux allemands, n'en serait pas moins une société belge si elle avait son principal établissement en Belgique. Pourquoi alors l'assimiler aux sociétés de nationalité ennemie, au même sens ordinaire de l'expression, si vraiment c'est à ce sens ordinaire que l'on a entendu se tenir? Et suffira-t-il qu'une infime fraction de l'avoir social soit possédée ne fût-ce que par un seul Belge, pour écarter, dans cette hypothèse, la possibilité de considérer la société comme une société ennemie « fonctionnant sous le couvert de la loi belge »?

De quelque façon que l'on envisage la question, il n'y a pas moyen de ne pas reconnaître que les sociétés pseudo-belges (auxquelles le texte assimile les sociétés pseudo-alliées ou pseudo-neutres) envisagées par l'arrêté-loi, sont les sociétés, fonctionnant en Belgique, à prédominance d'intérêts allemands.

Ces principes ont été méconnus par l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles (3<sup>e</sup> chambre) rendu le 8 juillet 1919, en cause Martroye et conjoints, contre le Procureur général près la dite cour et les séquestres de la Société des Grands Magasins Léonard Tietz.

En vue de l'exécution complète des dispositions du Traité de Versailles, concernant la liquidation des biens ennemis, gage collectif des obligations contractées par l'Allemagne vis-à-vis de la Belgique, il est d'intérêt national que cet arrêt ne fasse point jurisprudence, et que le législateur, usant ici du pouvoir que lui confère l'article 28 de la Constitution, se hâte de redresser, par une interprétation authentique, le sens mal compris d'une disposition que l'on aurait pu croire mieux à l'abri de la controverse.

La question de la nationalité des sociétés ennemies a été résolue d'une

manière fort claire par la Législature, à propos de la réparation des dommages de guerre. Le texte interprétatif que nous proposons reproduit les termes de l'article 6 de la loi du 10 mai 1919. Les raisons qui ont déterminé les Chambres à voter cet article peuvent être invoquées en l'occurrence avec la même force. Nous sommes convaincus dès lors que vous n'hésitez pas à confirmer une thèse que vous avez déjà consacrée.

A péril d'un bouleversement fort grave des mesures déjà en cours d'exécution pour un nombre très notable de sociétés placées sous séquestre, il importe qu'aucune équivoque ne puisse perdurer. Nous avons donc l'honneur de solliciter des Chambres législatives le vote d'urgence du présent projet de loi.

*Le Ministre des Affaires économiques,*

HENRI JASPAR.



**PROJET DE LOI**

interprétant l'article 2, 5° de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies.

---

**Albert,**

**ROI DES BELGES,**

*A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Économiques,

**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Notre Ministre des Affaires Économiques présentera en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

**ARTICLE UNIQUE.**

Par interprétation de l'article 2, 5° de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies, les sociétés constituées sous l'empire des lois belges, sont considérées comme fonctionnant fictivement sous le couvert des dites

**WETSONTWERP**

ter vertolking van artikel 2, 5° van het wet-besluit van 10 November 1918 betreffende de aangifte en de in bewaarderhand stelling van de goederen en aandeelen toebehoorende aan onderdanen van de vijandelijke natiën.

---

**Albert,**

**KONING DER BELGEN,**

*Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op de voordracht van Onzen Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp indienen, waarvan de inhoud volgt :

**EENIG ARTIKEL.**

Bij vertolking van artikel 2, 5°, van het wet-besluit van 10 November 1918, betreffende de aangifte en in bewaarderhand stelling van de goederen en aandeelen toebehoorende aan onderdanen van de vijandelijke landen, worden de onder het beheer van de Belgische wetten samengestelde vennootschappen aan-

lois, lorsque la majorité des capitaux soumis au régime de l'association était de nationalité étrangère à une époque quelconque de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> août 1914 et la date de la cessation du temps de guerre.

Donné à Bruxelles, le 16 juillet 1919.

zien, als werkende in schijn onder de bescherming van gezegde wetten, bijaldien het meerendeel der kapitalen aan de regelen van de vereeniging onderworpen, tot eene vreemde nationaliteit behoorde op eenigen tijd van het tijdperk begrepen tusschen 1 Augustus 1914 en den datum van het ophouden van den oorlogstijd.

Gegeven te Brussel, den 16<sup>n</sup> Juli 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Affaires Économiques,*

Henri JASPAR.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,*

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1919.

## Wetsontwerp

ter vertolking van artikel 2-5<sup>o</sup> van het wet-besluit van 10 November 1918 betreffende de aangifte en de in bewaarderhand stelling van de goederen en aandeelen toebehoorende aan onderdanen van de vijandelijke natiën.

MIJNE HEEREN,

Het wet-besluit van 10 November 1918, voorziet de afgifte en de in bewaarderhand stelling van de goederen en aandeelen toebehoorende inzonderheid aan de vennootschappen « van vijandelijke nationaliteit of werkzaam onder de Belgische wet of onder de wet van een geallieerd of neutraal land » (art. II-5<sup>o</sup>).

Het ligt voor de hand dat deze tekst een zeker aantal vennootschappen bedoelt welke, volgens de in 't algemeen in het gemeen recht aanvaarde begrippen, zouden aanzien worden als zijnde van Belgische nationaliteit. En dat is licht te bevroeden: het denkbeeld nationaliteit in zake van vennootschappen, en meer in 't algemeen in zake van rechtspersonen heeft nu juist niet dezelfde beteekenis als ditzelfde denkbeeld toegepast op natuurlijke personen. Wanneer men spreekt van de nationaliteit van eene vennootschap, doet men zulks gemakkelijkshalve om de wet aan te duiden, onder het beheer waarvan de vennootschap staat. Als Belgische vennootschap zou dus, bijvoorbeeld, dienen aanzien te worden eene naamlooze vennootschap, waarvan de hoofdinstichting in België is gevestigd, — de akte harer oprichting zijnde ten andere dan ook in België of in het buitenland verleden (art. 172 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen) — maar waarvan de kapitalen voor 't meerendeel Duitse kapitalen zouden zijn, dus eene vennootschap waarvan de werkzaamheid in dier voege op hoofdzakelijk Duitse belangen aanstuurde.

Het spreekt van zelf dat dit louter rechtskundig standpunt, dat volstaat wanneer het geldt de wet te bepalen bestemd om de vereeniging te beheeren, — en men zal aanmerken dat het nationaal belang vergde dat, zooveel mogelijk, aan het regiem der nationale wet de voorkeur werd gegeven — geenszins het standpunt kan geweest zijn waarop de makers van het wet-besluit van 10 November 1918 zich hebben geplaatst.

Ter zake van het in-bewaarderhand-stellen van vijandelijke goederen, diende men minder met het rechtskundig verzinsel dan met de *economische werkelijkheid* rekening te houden.

Zooals het zonder twijfel blijkt uit den tekst en den zin van de beschikking, heeft men voornamelijk de vijandelijke vennootschappen, d. w. z. de vennootschappen willen treffen, waarin bij meerderheid vijandelijke aandeelen tegenwoordig zijn, welke, alles te zamen, alleenlijk een Belgischen naam hebben, al ware dan ook eene min of meer aanzienlijke minderheid van Belgische aandeelen in haar algemeen vermogen begrepen.

Was het niet met de oprichting van soortgelijke vennootschappen dat de Duitschers in de meeste gevallen meer en meer beslag legden op ons handelsgebied, en zich op voorhand sterke handels-, nijverheids- of financiële stellingen gereed maakten, welke tot steunpunt zouden dienen van het algemeen economisch offensief welk zij sedert lang voorbereidden? En hoe zou men andere dan evenvermelde vennootschappen hebben willen bedoelen, in het wet-besluit van 10 November 1918, met de uitdrukking, vennootschappen van vijandelijke nationaliteit « werkzaam onder de Belgische wet »?

Vruchteloos zou men beweren dat de tekst alleenlijk toepasselijk is op de met uitsluitend vijandelijke aandeelen gevestigde vennootschappen. Trouwens, hadde men slechts aan zoo zeldzame gevallen, en wij zullen zelfs zeggen voor de kapitalen-vennootschappen aan zoo denkbeeldige gevallen gedacht, dan zou het uit praktisch standpunt eenvoudiger geweest zijn, zich daarmede niet te bekreunen. In feite zou de tekst, welke wij bespreken, alsdan zonder uitwerksel blijven en zouden de makers van het wet-besluit gesproken hebben om niets te zeggen. Maar uit een louter rechtskundig standpunt, zou de opwerping geenen stond steek houden : zoo men zich houdt aan de gewone beteekenis van het woord nationaliteit in zake van vennootschappen, zou een uitsluitend door Duitschers opgerichte en uit Duitse kapitalen bestaande vennootschap niettemin eene Belgische vennootschap zijn, bijaldien hare hoofdrichting in België is gevestigd. Waarom alsdan ze gelijkstellen met de vennootschappen van vijandelijke nationaliteit, naar dezelfde gewone beteekenis van de uitdrukking, zoo men waarlijk zich aan deze gewone beteekenis heeft willen houden? En zal het volstaan dat een gering gedeelte van het vermogen van de vennootschap slechts in bezit is, al ware het maar van een Belg, om in deze onderstelling de mogelijkheid ter zijde te stellen om de vennootschap te aanzien als eene vijandelijke vennootschap « werkzaam onder de Belgische wet »?

Hoe ook men het vraagstuk beschouwe, bestaat er geen middel om niet te erkennen dat bij de pseudo-Belgische vennootschappen (waarmede de tekst de pseudo-geallieerde of pseudo-neutrale vennootschappen gelijkstelt) waarvan sprake in het wet-besluit, de vennootschappen worden bedoeld welke in België met een doorwegend aantal Duitse aandeelen werkzaam zijn.

Deze stelregels werden miskend bij de uitspraak van het Hof van Beroep te Brussel (3<sup>e</sup> kamer), in datum van 8 Juli 1919, in de zaak Martroye en consoorten, tegen den Prokureur generaal bij gezegd Hof en de bewaarders van de « Société des Grands Magasins Léonard Tietz ».

Met het oog op de volkome uitvoering van de beschikkingen van het ver-

drag van Versailles, rakende de vereffening der vijandelijke goederen — collectief pand voor de verplichtingen door Duitschland tegenover België aangegaan — is het van nationaal belang dat deze uitspraak niet als rechtspraak gehuldigd worde en dat de wetgever zich bediene van de macht hem toegekend bij artikel 28 van de Grondwet, om ras bij eene authentieke uitlegging eenen slecht begrepen zin te recht te wijzen van eene beschikking welke men niet had vermeend een twistpunt nadien te zullen worden.

Het vraagstuk van de nationaliteit der vijandelijke vennootschappen werd op zeer klare wijze door de Wetgeving opgelost, ter gelegenheid van het oorlogsschade. De verklarende tekst welke wij voorstellen, geeft de bewoordingen weder van artikel 6 van de wet van 10 Mei 1919. De beweegredenen welke de Kameren hebben aangezet, om dit artikel goed te keuren, kunnen hier met dezelfde kracht worden aangevoerd. Wij zijn weshalve overtuigd dat gij niet zult aarzelen om eene stelling te bevestigen welke gij reeds hebt gehuldigd.

Op gevaar van eene zeer gewichtige verwarring van de voor een zeer aanzienlijk aantal in bewaarderhand gestelde vennootschappen op weg van uitvoering zijnde maatregelen, komt het er op aan dat er geene dubbelzinnigheid kunne blijven voortbestaan. Wij hebben derhalve de eer de Wetgevende Kamers te verzoeken bij dringendheid dit wetsontwerp bij stemming goed te keuren.

*De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,*

HENRI JASPAR.

---



## PROJET DE LOI

interprétant l'article 2, 5° de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies.

**Albert,**

**ROI DES BELGES,**

*A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Économiques,

**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Notre Ministre des Affaires Économiques présentera en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

## ARTICLE UNIQUE.

Par interprétation de l'article 2, 5° de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies, les sociétés constituées sous l'empire des lois belges, sont considérées comme fonctionnant fictivement sous le couvert des dites

## WETSONTWERP

ter vertolking van artikel 2, 5° van het wet-besluit van 10 November 1918 betreffende de aangifte en de in bewaarderhand stelling van de goederen en aandeelen toebehoorende aan onderdanen van de vijandelijke natiën.

**Albert,**

**KONING DER BELGEN,**

*Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op de voordracht van Onzen Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp indienen, waarvan de inhoud volgt :

## EENIG ARTIKEL.

Bij vertolking van artikel 2, 5°, van het wet-besluit van 10 November 1918, betreffende de aangifte en in bewaarderhand stelling van de goederen en aandeelen toebehoorende aan onderdanen van de vijandelijke landen, worden de onder het beheer van de Belgische wetten samengestelde vennootschappen aan-

lois, lorsque la majorité des capitaux soumis au régime de l'association était de nationalité étrangère à une époque quelconque de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> août 1914 et la date de la cessation du temps de guerre.

Donné à Bruxelles, le 16 juillet 1919.

zien als denkbeeldig werkzaam onder gezegde wetten, bijaldien het meerendeel der kapitalen aan de regelen van de vereeniging onderworpen, tot eene vreemde nationaliteit behoorde op eenigen tijd van het tijdperk begrepen tusschen 1 Augustus 1914 en den datum van het ophouden van den oorlogstijd.

Gegeven te Brussel, den 16<sup>n</sup> Juli 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*-Le Ministre des Affaires Économiques,*

Henri JASPAR.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,*